

## LA CONVERSION DE LA « SOVIÉTOLOGIE » FRANÇAISE APRÈS LA DISPARITION DE SON OBJET D'ÉTUDE

Georges Mink

Armand Colin | « [Revue internationale et stratégique](#) »

2002/3 n° 47 | pages 158 à 167

ISSN 1287-1672

ISBN 2130527086

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2002-3-page-158.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Armand Colin.

© Armand Colin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# La conversion de la « soviétologie » française après la disparition de son objet d'étude

Georges Mink\*

La recherche française en sciences sociales sur la Russie et l'Europe de l'Est a été très marquée par ses origines. La Russie a toujours exercé sur les voyageurs et les *social scientists* français une grande fascination (parmi les plus connus, le marquis Astolphe de Custine ou Anatole Leroy-Beaulieu, mais aussi des durkheimiens comme Marcel Mauss, Celestin Bouglé et même, occasionnellement, Émile Durkheim)<sup>1</sup>. À partir de 1917, la Russie soviétique, puis, à partir de 1945-1948, l'ensemble du bloc soviétique ont provoqué de grands clivages d'interprétation, à forte charge idéologique (accentués par la pénurie d'informations), produits à dessein par le Parti communiste français, gardien de l'« idéal type » soviétique, d'une part, mais souvent aussi par des exilés politiques, d'autre part.

Mais un essor nouveau se manifeste au tournant des années 1960 et 1970. Les préoccupations des chercheurs ont considérablement évolué sous l'effet de trois données : premièrement, un renouvellement générationnel qui a eu pour conséquence de délester les questionnements de certains effets des héritages idéologiques ; deuxièmement, l'accroissement de la transparence des pays de l'Europe de l'Est ; et, enfin, l'irruption, aux côtés des études linguistiques, voire civilisationnistes traditionnelles relevant des *area studies*, des disciplines de sciences sociales, qui, au lieu de partir de la spécificité du terrain, ont appliqué au terrain leurs paradigmes et leurs approches propres. Ainsi, des économistes, des sociologues, des historiens, des démographes, des politistes se sont inscrits en porte-à-faux par rapport aux paradigmes ou, plus simplement, aux hypothèses culturalistes. Cette évolution a mis en cause les explications centrées sur l'unicité des systèmes politiques ou sur des causalités ethno-historiques. Depuis les années 1980, les spécialistes sont particulièrement attentifs à l'idée de complexité, de diversité et de nécessaire contextualisation des hypothèses. En outre, la recherche française s'internationalise, depuis les années 1990, en prenant le leadership d'équipes multinationales, notamment financées par l'Union européenne (5<sup>e</sup> Programme-cadre sur la recherche et le développement, PCRD, ou la Fondation

\* Directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique, CNRS (Laboratoire d'analyse des systèmes politiques, LASP), actuellement directeur du Centre français de recherche en sciences sociales (CEFRES), à Prague, République tchèque.

1. Voir, à ce sujet, Dominique Colas, « Sociologues et politistes français face aux révolutions russes », in Dominique Colas (sous la dir.), *Cahiers Anatole Leroy-Beaulieu*, Paris, Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), Cahier n° 1, 1998, p. 80.

européenne de la science)<sup>1</sup>. Sur ce plan, les recherches sur le monde postcommuniste en France suivent la tendance générale des sciences sociales françaises, demeurant moins performante que la recherche britannique, mieux introduite à Bruxelles, ou allemande, mieux dotée, grâce à l'existence de fondations semi-privées, semi-publiques<sup>2</sup>.

#### ÉVOLUTION DE LA SOVIÉTOLOGIE AVANT 1989

Avant 1989, les études françaises sur la Russie soviétique, l'URSS et l'Europe de l'Est connurent des évolutions au cours du temps. La première grande période s'étend de la Révolution de 1917 à la constitution du bloc soviétique au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, en 1917, naît en France la revue *Le Monde slave* qui permet à Ernest Denis de rassembler autour de lui ceux pour qui les bouleversements en Russie devenaient dignes d'observation scientifique. Cette période est dominée par deux types de ressources empiriques : les témoignages des émigrés et de ceux qui visitent l'URSS<sup>3</sup>. Dans les deux cas, les analyses, soupçonnées d'être subjectives, eurent peu d'audience. Quant aux émigrés « enfermés dans leur drame personnel, dominés par leurs rancœurs, paralysés par la proximité de l'événement, hantés par l'espoir d'un revirement, [ils] ont rarement su dépasser le plaidoyer et la passion, et atteindre l'objectivité scientifique »<sup>4</sup>. Le témoignage des intellectuels français (Jacques Sadoul) ou d'origine russe (comme Victor Serge et Boris Souvarine) sera suspecté de partialité et, donc, non entendu, car la « passion – admirative ou horrifiée – l'emporte sur l'objectivité, et la science a peu à y gagner »<sup>5</sup>. On note, pour cette période, la forte ascendance intellectuelle d'un Pierre Pascal, ami de bolcheviks, qui aurait « délibérément choisi le silence »<sup>6</sup>.

Avec la fin de la guerre de 1939-1945 et la nouvelle donne géopolitique, s'ouvre une nouvelle période pour l'analyse du régime soviétique, mais la France, malgré sa tradition, s'y investira faiblement. Pourtant, la stabilisation reconnue du régime soviétique, son expansion à travers l'Europe de l'Est, puis la guerre froide, motivaient non seulement l'étude scientifique mais aussi le support étatique d'une telle entreprise. Ce soutien sera massif aux États-Unis et en Allemagne, tandis qu'en France il faudra attendre les années 1960 et la singularité de la politique étrangère gaullienne (fondée sur la théorie de la convergence) qui découpla le pays de son allié américain. Mais l'intérêt intellectuel naîtra avant, peut-être avec la première grande crise du bloc soviétique en 1956, qui, par ricochet, frappa les élites procommunistes françaises. C'est suite aux révélations et aux conséquences sur les pays satellites du XX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste d'Union soviétique que se desserra l'étau autour du monde de la recherche et universitaire, de sorte que l'arrivée de nouvelles sources

1. Par exemple, Jacqueline Heinen pour une équipe sur le *gender*, ou Michel Dobry qui a dirigé un réseau prestigieux (avec Philippe Schmitter, Valérie Bunce, Laszlo Bruszt, Bela Grescovits, John Higley, Edmund Mokrzycki) sur la « transitologie ». Voir le numéro spécial de la *Revue française de science politique*, Presses de la FNSP, vol. 50, août-octobre 2000.

2. Voir, à ce sujet, le rapport de Maurice Godelier, *L'état des sciences de l'homme et de la société en France*, à l'attention du Premier ministre, Paris, La Documentation française, avril 2002, notamment les pages 108-120 consacrées aux 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> PCRD.

3. Voir, à ce sujet, l'introduction d'Hélène Carrère d'Encausse dans l'ouvrage de Lilly Marcou, *Guide de recherches. L'Union soviétique*, Paris, Armand Colin, 1971, p. 11-29.

4. *Ibid.*, p. 13.

5. *Ibid.*, p. 14. En fait, ces propos montrent également combien l'arène politique des années 1970 exigeait de précautions oratoires, avec, pour grand argument, celui du positivisme, pour exercer un métier de spécialiste de l'URSS.

6. *Ibid.*

documentaires (diffusion des documents soviétiques, libéralisation des contacts scientifiques, multiplication des récits, puis prolifération, à partir du début des années 1960, de la littérature dissidente) ouvrit de nouvelles perspectives aux recherches sur le monde soviétique. Dès lors, en France, progresseront les études historiques (Georges Haupt, Marc Ferro, Michel Heller), sur les nationalités (Alexandre Bennigsen, Chantal Quelquejay, Hélène Carrère d'Encausse), sur le système social, politique et juridique, voire géostratégique (Basile Kerblay, René Girault, Michel Lesage, Henri Chambre, Jean Laloy, Pierre Hassner, Moshe Lewin, avant son départ aux États-Unis), sur le système économique (Eugène Zaleski, Georges Sokolof, Marie Lavigne, Pierre Naville), sur la vie culturelle (Georges Nivat, Jean Bonamour), sur les pays satellites (Pierre Kende, François Fejtö, Georges Mond, Pavel Tigrid, Zdenek Strmiska, Thomas Lowit) ou sur le communisme international (Annie Kriegel, Ylios Yananakis)<sup>1</sup>.

Durant les années 1970 et 1980, divers événements ont stimulé la recherche, dont la naissance des oppositions démocratiques jusqu'à l'épopée de *Solidarnosc* (qui a eu un impact majeur sur l'opinion publique française et les élites), la libéralisation de certains pays comme la Hongrie et la Pologne, après l'effort d'ouverture qui a conduit au processus de la conférence de Helsinki, et, *a contrario*, la stagnation « brejnevienne » qui culmina avec l'invasion de l'Afghanistan, le « ceaucescisme », les gérontocraties tchèque et est-allemande. Les institutions daignent alors offrir quelques crédits supplémentaires comme, par exemple, au Groupe d'études des inégalités (P. Kende et Z. Strmiska), à l'Observatoire sociologique de l'URSS et de l'Europe de l'Est (Z. Strmiska et G. Mink) – tous deux dépendant du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) –, ou encore à l'équipe d'Alain Touraine qui étudiera *Solidarnosc* (École des hautes études en sciences sociales, EHESS).

Mais quelques tendances lourdes de cette période vont hypothéquer la possibilité d'entreprendre les recherches après 1989, et, parmi celles-ci, le faible intérêt des enseignants et du système d'enseignement français pour le monde extérieur, tendance qui commence seulement à s'inverser en raison des défis européens et de la contrainte éducative de la globalisation. Une autre cause fut la double idéologisation du champ des études soviétologiques, davantage tournées vers l'étude du système politique, au détriment de l'intérêt pour les sociétés nationales, tandis que les élites politiques au pouvoir étaient persuadées que l'empire soviétique était immuable. Cela a entraîné, dans les politiques de la recherche, un faible engagement institutionnel et, par voie de conséquence, financier pour les études des spécificités nationales et des dynamiques de rupture.

#### L'ESSOR DE LA RECHERCHE APRÈS 1989

Le démantèlement des régimes de type soviétique et l'ouverture, quasi générale, des terrains d'observation jusqu'ici difficilement accessibles, sinon fermés, d'un côté, et la demande d'expertise et de connaissance plus ou moins fondamentales sur les réalités socio-économiques en transformation, de l'autre, ont poussé les autorités publiques à consentir un effort financier sans précédent pour l'étude de l'Europe centrale et orientale. Un programme pluriannuel intitulé « Intelligence de l'Europe » et comportant, surtout, un volet « Processus de transition en Europe centrale et orientale » a été lancé le 20 juillet 1989 par deux institutions majeures, le ministère de la Recherche et le CNRS. Ce programme, qui s'est déroulé jusqu'en 1994, a mobilisé d'importants moyens budgétaires. En 1991 et 1992, 202 projets furent présentés, 66

1. Cette énumération n'est, bien sûr, pas exhaustive.

ont été retenus, pour un montant de subventions de 11 millions de francs. En 1992, au second appel d'offres, sur 115 projets soumis, 40 ont été retenus mais le budget alloué était moins généreux (3,5 millions de francs auxquels il faut ajouter 1,2 million consacrés plus précisément aux recherches sur les entreprises, les technologies et le travail). Selon le bilan effectué pour le ministère de la Recherche par un évaluateur désigné<sup>1</sup>, ces programmes ont permis d'identifier 27 équipes du CNRS, 20 équipes universitaires et 8 équipes issues d'autres structures qui ont montré leur capacité à répondre immédiatement aux attentes des pouvoirs publics.

Il est certain que cet effort institutionnel exceptionnel a dynamisé la recherche française en sciences humaines. La sociologie, l'économie et l'histoire en ont été les principales bénéficiaires, suivies par les sciences juridiques, les sciences politiques, la démographie et la géographie. Grâce à ces financements, plusieurs ouvrages ont paru, et des dizaines de rapports ont été soumis à l'évaluation du ministère de la Recherche. Dans le cadre de ces programmes, plusieurs chercheurs d'Europe centrale et orientale ont pu rejoindre les équipes françaises pour une période allant d'un mois à un an. Les recherches engagées portaient principalement sur les domaines suivants :

- l'analyse des comportements face aux contraintes sociales, économiques et politiques de la période de transition des régimes (30 % des recherches menées). Les objets d'observation furent très divers : les stratégies d'adaptation des individus, des classes sociales (agriculteurs), ou des groupes sociaux (élites, minorités ethniques), ou, enfin, l'émergence de mouvements partisans (partis, contre-pouvoirs, etc.) ;
- la privatisation, la compétitivité de l'économie (30 % des recherches) ;
- la gestion de l'emploi, l'émergence d'un nouveau patronat, les politiques salariales et les problèmes directement liés aux entreprises ont fait l'objet d'une dizaine de recherches ;
- la réinterprétation de l'histoire et son utilisation ont donné également lieu à des recherches<sup>2</sup>.

Durant cette période, on a plutôt assisté au renouvellement des sources des historiens<sup>3</sup>, à la libre circulation des documents et à l'accès des autres disciplines aux données. Un grand nombre de travaux s'appuient désormais sur des interviews et, parfois, lorsque les moyens le permettent, sur des enquêtes quantitatives. Mais, durant cette première période, aucun paradigme nouveau n'est apparu pour décrire et rendre intelligible une situation, somme toute inédite, et de première importance pour l'histoire sociale. Par contre, d'anciens paradigmes ont pu parfois trouver une deuxième jeunesse, tandis que d'autres ont été utilisés dans des querelles de chapelles ; enfin, beaucoup d'entre eux ont été éliminés faute d'applicabilité. La généralisation des paradigmes de la *path dependence* (dépendance du chemin) et de la *recombinant property* (propriété recomposée), empruntés à l'économie, prouve jusqu'à quel point la question lancinante du « poids du passé dans le présent », de l'imbrication de l'ancien et du nouveau, de la distinction de ce qui revient à la continuité et de ce qui relève de la rupture, domine les travaux de la première

1. *Rapport sur les enseignements et la recherche. Europe centrale et orientale*, Mission scientifique et technique (Direction scientifique pédagogique et technique en sciences humaines et sociales, DSPT-6), mars 1995.

2. Lettre d'information PECO, *Intelligence de l'Europe*, n° 3, mars 1993, p. 14.

3. Nicolas Werth distinguera entre la « révolution des archives » et la « révolution documentaire » pour classer la rénovation des chantiers de l'histoire, grâce à l'accessibilité des archives.

décennie du postcommunisme<sup>1</sup>. Deux interprétations vont se dégager de l'interrogation sur les jeux et les enjeux du passé : celle qui accuse le passé (« l'héritage léniniste ») de freiner les transformations, et celle qui, au contraire, estime que le passé est un atout pour la construction en cours. En définitive, toutes les approches, d'une façon ou d'une autre, s'interrogent sur la possibilité de « s'émanciper des contraintes du passé ».

#### ACTEURS ET ACTIVITÉS : ÉTAT DES LIEUX

En France, plusieurs acteurs sont concernés par l'étude et la recherche, la pédagogie ou l'expertise concernant l'Europe centrale et orientale ; on peut les regrouper en deux catégories. D'une part, les acteurs institutionnels, tels que les universités, les institutions publiques de la recherche, ou l'administration publique. D'autre part, les acteurs extra-étatiques, issus de la société civile, tels que les associations loi 1901 comme, par exemple, l'Association des slavistes, proche de l'Institut d'études slaves (fondé en 1919 par E. Denis), ou Transitions, regroupant d'anciens élèves de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris intéressés par l'Europe centrale et orientale, et l'URSS<sup>2</sup>.

La première catégorie regroupe des acteurs plus ou moins importants : de par leur effectif, l'ampleur des actions qu'ils mènent, leur capacité d'impulsion, ou les moyens budgétaires qu'ils détiennent, ces derniers conditionnant, par ailleurs, tout le reste.

#### *Les universités*

Beaucoup d'universités françaises proposent l'enseignement des langues slaves ou de la région, doublé parfois de cours de civilisation. Dans un certain nombre d'entre elles, les enseignants ont créé des groupes de recherche. Parmi les établissements d'enseignement supérieur certains jouent un rôle pilote. Ainsi, l'Université de Paris IV, l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO), et l'EHESS pour Paris, mais pratiquement dans chaque ville universitaire il existe des universités qui développent des *area studies* (par exemple, l'Université de Lille pour les études polonaises). Le cycle de doctorat situé à l'IEP de Paris, dirigé actuellement par Dominique Colas et proposant des enseignements pluridisciplinaires sur l'ensemble géopolitique de l'ex-bloc soviétique, détient une place particulière.

#### *Le CNRS*

Cette institution est entièrement et exclusivement dédiée à la recherche. Si elle dispose d'équipes propres, elle s'oriente aussi vers le cofinancement d'équipes mixtes. Ainsi, les établissements universitaires abritent souvent des unités de recherche (dites unités mixtes ou associées soutenues par les crédits et le personnel du CNRS). Le

1. Voir, à ce sujet, deux ouvrages : David Stark, Gernot Grabher, *Restructuring Networks in Postsocialism : Legacies, Linkages, Localities*, Oxford, Oxford University Press, 1997 ; et David Stark, Laszlo Bruszt, *Postsocialist Pathways. Transforming Politics and Property in East Central Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998. En France, cette réflexion est surtout menée par Bernard Chavance, mais tous les économistes, de près ou de loin, prennent position sur ce sujet.

2. La relative faiblesse de la vie associative professionnelle me contraint à ne pas en parler ici ; il suffit de rappeler que, s'il existe une association des slavistes proche de l'Institut d'études slaves, il n'existe pas d'association unique équivalente à l'American Association for the Advancement of Slavic Studies (AAASS) aux États-Unis, ou à celles que l'on trouve dans d'autres pays européens, qui regrouperait toutes les disciplines en sciences humaines consacrées à cette aire géoculturelle et qui, par exemple, prendrait en charge l'organisation des congrès nationaux.

Centre d'études et de recherches internationales (CERI), qui relève de la Fondation nationale des sciences politiques, spécialisé dans les relations internationales et les *area studies* (François Bafoil, Gilles Favarel, Pierre Hassner, Anne de Tinguy, Jacques Rupnik, Marie Mendras, Patrick Michel, Kathy Rousselet, entre autres), est l'une des unités qui ont des activités liées à la Russie ou à l'Europe de l'Est les plus connues. Un laboratoire associé à l'Université de Paris X (Nanterre), le Laboratoire d'analyse des systèmes politiques (LASP), regroupe plusieurs sociologues et politologues travaillant sur l'Europe centrale (Michel Dobry, Aleksander Smolar, Georges Mink, Jean-Charles Szurek, Myrianna Morokvasic, Mihnea Berindae). Chez les économistes, un des laboratoires les plus importants est celui du ROSES situé à l'Université de Paris I (fondé par Marie Lavigne, puis dirigé par Wladimir Andreef, Xavier Richet et actuellement par Gérard Duchêne). À l'EHESS se trouve, surtout, une équipe spécialisée dans les recherches historiques, démographiques et sociologiques sur l'ex-URSS, le Centre russe, dirigé par l'historien Wladimir Berelowitch et le démographe Alain Blum, avec, entre autres, Nicolas Werth. Accessoirement, des enseignants-chercheurs se trouvent associés aux activités de ce centre comme les économistes Jacques Sapir ou Bernard Chavance, qui animent aussi une autre équipe d'économistes (Centre d'études des modes d'industrialisation, CEMI), ou le sociologue Alexis Berelowitch. Par ailleurs, certaines unités ont des axes de recherche sur cette région, comme le Centre d'analyse et d'intervention sociologique (CADIS), spécialisé dans l'étude des mouvements sociaux, dirigé par Michel Wieviorka. D'autres chercheurs, dispersés dans différents centres de l'EHESS, poursuivent des travaux sur l'Est, comme, par exemple, Daniel Bertaux (histoires de vie et mobilité), Victor Karady (pensée sociologique, questions de l'antisémitisme) ou, au Centre d'études historiques (Krzysztof Pomian, Marie-Élisabeth Ducreux), Ewa Bérard et bien d'autres.

Des chercheurs extrêmement actifs sont aussi présents dans des centres liés à des universités de province (Gilles Lepesant, Daniel Seiler à Bordeaux, Frédéric Sawicki à Lille, ou Michel Maslowski et Paul Gradhvol à Nancy, Joanna Nowicki, Dominique Redor à Marne-la-Vallée, pour ne citer qu'eux).

### *L'administration*

Trois pôles se sont fait remarquer par leurs travaux de recherche ou d'expertise sur la région. Le plus important est, sans aucun doute, le Centre d'études et de documentation sur la CEI et l'Europe de l'Est (CEDUCEE) de La Documentation française, qui a été fondé en 1962 par Françoise Barry, à la demande expresse du gouvernement français, conformément à la politique du général Charles de Gaulle, et rattaché au Premier ministre (Édith Lhomel, Marie-Agnès Crosnier, Michèle Kahn, Alain Giroux, Jaroslava Blaha, Daniela Heimerl, Céline Bayou en sont actuellement les piliers). Tributaire, au départ, du contexte des années 1960 et 1970 (menace militaire du « bloc adverse »), il développera des analyses économiques à partir des sources secondaires. Ses moyens, supérieurs à ceux des universités, étaient, néanmoins, très inférieurs à ceux des Américains, dont les travaux publiés par le Joint Economic Committee faisaient figure de référence<sup>1</sup>. À côté de ce centre à vocation documentaire, fonctionne, au sein du Commissariat français du Plan, le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) regroupant quelques excellents économistes spécialisés dans

1. Depuis 2002, la nouvelle direction de La Documentation française a décidé de réduire considérablement les activités du CEDUCEE et de transformer *Le Courrier des pays de l'Est* (CPE) en revue généraliste pluridisciplinaire dont la durée de vie ne doit pas excéder le prochain élargissement européen. Ces réductions ne se sont pas faites sans un mouvement de protestation des lecteurs du CPE.

l'économie russe et chinoise (Georges Sokolof, Gérard Wild, Françoise Lemoine, entre autres). Dans les deux cas, les travaux étaient réalisés grâce à une très bonne connaissance des économies administrées et à l'utilisation des instruments comptables nécessaires pour corriger les données « officielles », en procédant à des comparaisons internationales ou à la construction de tableaux d'échanges industriels.

Plus tard (après 1989), s'est affirmé un troisième pôle administratif. Les activités d'expertise concernant l'aménagement du territoire (Délégation de l'aménagement du territoire et de l'action régionale, DATAR) ont nécessité l'association de chercheurs spécialisés, afin d'ouvrir des chantiers de conversions industrielles dans l'Europe de l'Est en transition, domaine dans lequel la France a une solide expérience. Une équipe y a travaillé, de 1990 à 1996, sous la direction du géopoliticien Michel Foucher et du spécialiste de la zone, Jean-Yves Potel. Ce troisième pôle participe aujourd'hui à divers consortiums financés par l'Union européenne, mais ses activités de recherche ont cédé le pas à l'expertise.

Il est à signaler, comme signe d'une tardive reconnaissance des capacités d'expertise des spécialistes de cette aire géoculturelle, mais aussi de leur assise allant au-delà de cette spécialité, le fait que M. Foucher soit nommé à la tête du Centre d'analyse et de prévision (CAP) du ministère des Affaires étrangères, en 1999, alors qu'habituellement ce poste échoit à un diplomate, mais aussi la nomination du P<sup>r</sup> Marie-Claude Maurel, spécialiste reconnue des questions agraires en Russie et en Europe centrale, au poste de directrice du Département des sciences de l'homme et de la société du CNRS (1997)<sup>1</sup>.

À la lisière du privé et du public, on retrouve l'Institut français des relations internationales, IFRI (avec des géopoliticiens comme Dominique Moïsi ou Thierry de Montbrial, et une économiste spécialiste de l'ex-URSS, Anita Tiraspolsky), ou encore l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), dirigé par Pascal Boniface.

### *Les supports écrits*

Deux revues se partagent actuellement les productions pluridisciplinaires. D'abord, *Le Courrier des pays de l'Est* (rédacteur en chef, M.-A. Crosnier), revue mensuelle, donc d'une teneur plus informative et conjoncturelle, paraît sous l'égide de l'équipe du CEDUCEE à La Documentation française avec un financement public, même si elle dispose d'une base d'abonnés (environ 800) plus qu'honorable. À La Documentation française paraissent aussi, de temps à autre, dans la série *Problèmes politiques et sociaux*, des cahiers sur l'Est, composés d'un choix de textes autour d'un thème. Cette revue a malheureusement disparu depuis 2001. Jusqu'en 2000, tous les ans depuis les années 1970, La Documentation française publiait aussi un annuaire sur l'Europe centrale et orientale.

La *Revue d'études comparatives Est-Ouest* (directeurs A. Blum et G. Mink, rédacteur en chef K. Rousselet, jusqu'en 2002, puis M.-C. Maurel) est la revue de référence pour les milieux académiques. Au tirage plus faible, elle est pluridisciplinaire, son comité de rédaction représente toutes les disciplines en sciences sociales. Un système d'anonymat et de double arbitrage garantit le niveau scientifique des articles publiés. La revue est financée par le CNRS. Elle rassemble aussi autour d'elle quelques

1. Il est relativement courant que les spécialistes de cette aire géoculturelle postulent à des postes liés à la diplomatie scientifique et culturelle, comme, par exemple, A. Berelowitch comme attaché culturel à Moscou, ou l'historien Antoine Mares, et maintenant l'auteur, comme directeurs du Centre français de recherche en sciences sociales à Prague, J.-Y. Potel comme conseiller culturel et scientifique auprès de l'ambassade de France à Varsovie.

représentants des chercheurs de la génération montante (Anne Gazier, Catherine Peron, Catherine Goussef, Jean-François Raviot).

À l'Institut d'études slaves paraît la *Revue des études slaves*. L'Institut diffuse la *Bibliographie européenne des travaux sur l'ex-URSS et l'Europe de l'Est* et mène également une politique de publication d'ouvrages tels que des manuels de langues ou des recueils et actes de colloques. Il dispose d'une série éditoriale, *Cultures et sociétés de l'Est*. Le Centre russe, cité plus haut, de l'EHESS publie les *Cahiers du monde russe*. Enfin, deux revues indépendantes qui ont vécu leur temps de gloire dans les années 1980, la *Nouvelle alternative* et *L'autre Europe*, se battent pour leur survie<sup>1</sup>.

Cependant, on note un accroissement relatif de l'intérêt pour ce type de revue de la part de certains éditeurs généralistes. Les locomotives thématiques sont : les années 1989 et 1991, le conflit en ex-Yougoslavie, l'élargissement de l'Europe, les retombées de l'ouverture des archives, les économies émergentes, et l'état de la Russie.

#### QUELQUES PROBLÈMES...

La profession de chercheur spécialiste de l'Europe centrale et orientale (y compris la Russie) a été déstabilisée par les effets « collatéraux » de la disparition du bloc soviétique. On peut en analyser plusieurs causes.

##### *Facettes endogènes de la crise de légitimité professionnelle*

En premier lieu, le bouleversement des frontières a remis en cause les aires géographiques préalablement définies par les chercheurs. L'affaissement des fronts idéologiques et la pulvérisation de l'unique frontière soviétique à l'intérieur de l'URSS<sup>2</sup>, puis la multiplication de nouveaux espaces géopolitiques, ainsi que des sous-ensembles à la recherche de leur particularité (la Russie, la CEI, l'Europe centrale, l'Europe balkanique, ou les pays dont la candidature à l'Union européenne a été acceptée) ont posé de véritables questions concernant les lignes de démarcation professionnelles. Faut-il découpler désormais les études sur la Russie de celles sur l'Europe centrale, comme de celles sur l'Europe du Sud-Est ? Quelle unité du réel justifie le maintien de l'ancienne unité corporatiste ?

L'unité du champ a été fortement chahutée, dévoilant ainsi l'ampleur du malaise de la profession. Qu'est-ce qui justifie en effet le maintien d'une corporation pluridisciplinaire des spécialistes de l'aire ? La géographie, l'ethnicité slave, la domination d'une famille linguistique, les trajectoires similaires des économies émergentes, la naissance des systèmes politiques pluralistes ou *last but not least* une histoire commune, à savoir la fin du soviétisme et le poids du passé ?

Par ailleurs, la contrainte de l'héritage professionnel n'a pas cessé de jouer. La corporation était en réalité atomisée, « chapellisée » et sur-idéologisée, avant 1989. Les effets pervers de cet héritage viennent de la prolongation des perceptions partisans et s'expriment par le besoin de les justifier par une projection conceptuelle sur le présent. Il suffit de citer ici la multiplicité des « concepts » d'autodéfinition : le post-socialisme, le postcommunisme, le postsoviétisme, le socialisme « authentique ». Une idéologisation du débat sur l'opposition entre la « thérapie de choc » et le « gradualisme » a aussi été révélatrice de ce poids du passé. Certains ont focalisé leur attention exclusivement sur les effets sociaux condamnant le marché, d'autres ont oublié le social pour absolutiser le marché.

1. *L'autre Europe*, dont la publication était déjà irrégulière, a cessé de paraître après un numéro double (36-37) consacré à la religion, en novembre 1998.

2. Ne disait-on pas, en guise de boutade, que la Pologne avait cinq frontières avec l'URSS : celles avec la RDA, avec l'URSS, avec la Tchécoslovaquie mais aussi celles du ciel et de la mer ?

*Mises en cause exogènes de la légitimité corporatiste*

La profession a subi l'irruption de la transitologie comparatiste qui demandait à ce que lui soit reconnu un champ de compétences sur la connaissance de cette aire géo-culturelle, au nom d'un savoir forgé dans l'observation de sociétés diverses sorties de l'autoritarisme (Amérique latine, Europe du Sud, etc.). Cette filière particulière en sciences politiques a été perçue par beaucoup de spécialistes de l'Europe centrale et orientale comme une menace concurrentielle, voire mettant en cause l'utilité des études limitées à la transition postcommuniste.

D'autre part, l'arrivée sur le marché des approches promouvant une discipline d'abord (l'économie, la sociologie, la démographie, etc.), la spécificité du terrain ensuite, n'a pas eu que de bons effets, puisque, à un moment donné, les économistes à haute spécialisation, en particulier, contestèrent aux économistes soviétologues ou postsoviétologues la capacité de rendre compte de la nouvelle donne économique, relevant désormais de l'économie classique<sup>1</sup>. Au début désarçonnés par cette prétention, les économistes spécialisés dans la région ont pu souligner combien la dialectique entre la « rupture » et la « continuité » était importante dans les économies postcommunistes. Les théories de la *path dependence* ont trouvé leurs partisans chez les ex-soviétologues. En tout cas, le temps a travaillé en faveur d'une relégitimation des anciens soviétologues : le processus de différenciation s'est accompagné de séquelles résultant de la soviétisation que seuls ils pouvaient décrypter.

Une nouvelle génération de chercheurs se presse aux portes de diverses institutions de recherche en attendant la consécration statutaire<sup>2</sup>. Elle a eu plus de facilités que ses aînés. D'abord, la région est aujourd'hui tout à fait accessible et, par exemple, les étudiants du cycle doctoral de l'IEP de Paris s'y rendent, par principe, pour effectuer une enquête empirique avant de rédiger leur mémoire de fin d'études. Ils y sont aidés par des bourses *ad hoc*. De manière générale, le nombre de bourses de longue durée a augmenté et s'est diversifié. Aujourd'hui, des allocations doctorales sont accordées aux meilleurs, mais il existe aussi des bourses européennes. Un tissu de nouvelles institutions universitaires peut accueillir des doctorants français (Université de l'Europe centrale, filiale du Collège de Bruges à Natolin, Collegium de Budapest, etc.).

La France s'est également dotée de véritables avant-postes d'observation qui encadrent les doctorants, comme le Centre Marc-Bloch à Berlin, le Centre français de recherche en sciences sociales à Prague, ou le Centre franco-russe à Moscou. Cette politique active de contact avec le terrain est la condition *sine qua non* de la relève générationnelle dans le domaine de la recherche sur l'Europe centrale et orientale<sup>3</sup>.

1. Voir, à ce sujet, le *Rapport du panel d'évaluation des travaux du CEPH sur les pays de l'Est* (membres : Jean-Paul Dessertine, Jean-Marie Guéhénno, P. Lenan, Georges Mink, Mario Nuti, Dariuz Rosati, Jacques Sapir), document interne, Paris, le 12 novembre 1992, 9 p.

2. Il faut signaler, à ce sujet, un nombre considérable de thèses soutenues, fruits de véritables travaux de terrain en sciences politiques, en histoire, en anthropologie, en économie, en sociologie, et dont l'excellence n'a été que partiellement récompensée par une politique de recrutement.

3. L'éloignement géographique ou la concurrence des intérêts géohistoriques français dans le monde (poids prépondérant de l'Afrique ou du pourtour méditerranéen) n'expliquent que partiellement le fait que, par exemple, les pays germaniques ou les Américains étudient davantage les pays postcommunistes. L'Allemagne, pour ne prendre que cet exemple, dispose de « plusieurs puissantes structures universitaires consacrées partiellement ou entièrement à l'étude de l'Europe centrale et orientale (ECO). Prenons, par exemple, le domaine privilégié des recherches historiques. Il existe en Allemagne 21 départements ou instituts universitaires spécialisés dans l'histoire de l'ECO. En outre, 12 universités ont des chaires d'histoire d'ECO dans des départements généralistes ». Voir, à ce sujet, la partie rédigée par Édouard Conte du rapport de M. Godelier, *op. cit.*, p. 413-428.

En même temps, on peut noter le recul des clivages partisans au profit de la diffusion de standards méritocratiques, ce qui a une importance capitale pour l'avenir de cette génération de chercheurs.

La sortie des chercheurs est-européens de leur enfermement a été un vrai test de performance pour les *social scientists* français. Le défi consista, entre autres, à offrir une valeur ajoutée impossible à réaliser à l'Est. Par exemple, la France a apporté aux sociologies des pays postcommunistes une autre tradition théorique davantage axée sur la sociologie qualitative (les histoires de vie appliquées à la mobilité, les théories de conversion et de capital symbolique, social et culturel, la sociologie des mouvements sociaux, entre autres). L'apport des historiens français à la « révolution des archives » fut, sans doute, le plus spectaculaire, même si l'on a pu noter, ici et là, un manque de distance épistémologique vis-à-vis de leurs contenus.

Le bilan de la dernière décennie est donc plutôt positif : les changements à l'Est ont fait réagir immédiatement et correctement les équipes de recherche et les filières universitaires, qui ont su défendre leur spécificité, pourtant contestée. Le point sombre du tableau, une sorte de « mal français », reste la persistance, dans les milieux universitaires et de la recherche, de corporatismes « locaux », par contraste avec d'autres pays où s'impose une seule corporation organisée démocratiquement sous la forme d'association nationale et représentative.